



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières & Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 14/05/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**VALMAT SARL**

205 chemin de Fontanilles  
82710 Bressols

Références : FT/ 2024 - 0494  
Code AIOT : 0006810579

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2024 dans l'établissement VALMAT SARL implanté 205 CHE DE FONTANILLES 82710 Bressols. L'inspection a été annoncée le 12/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est réalisée dans le cadre du récolement de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation du 6 février 2023 (n° 82-2023-02-06-00005).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VALMAT SARL
- 205 CHE DE FONTANILLES 82710 Bressols
- Code AIOT : 0006810579

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VALMAT exploite une unité de transit de déchets, dont des déchets amiantés, implantée sur le territoire de la commune de Bressols.

La société VALMAT propose depuis 2013 toute une gamme de services pour collecter, trier et valoriser les déchets non dangereux. Elle réalise le tri et le transit de déchets non dangereux non inertes et le traitement de déchets non dangereux (broyage de déchets: papiers, cartons, bois).

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Voie "engins"	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Demande d'action corrective	30 jours
7	Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	Demande d'action corrective	3 mois
9	Traitement des effluents, rejets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	Demande d'action corrective	3 mois
11	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article I > 4.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Limitation et surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 06/02/2023, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Conception ouvrage de rejet point n°6	Arrêté Préfectoral du 06/02/2023, article 3.2.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
15	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article > 2.7	Demande d'action corrective	3 mois
17	Prévention et captage des poussières	Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article > 6.1	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (install...	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > III.	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
6	Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	Sans objet
8	Réseau de collecte des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14	Sans objet
10	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article I > 3.5.	Sans objet
14	Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article I > 7.2.2.	Sans objet
16	Admission et traitement des déchets végétaux	Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article > 3.2	Sans objet
18	Limitation des émissions lumineuses	Arrêté Ministériel du 27/12/2018, article art.2-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate une amélioration de la situation de l'installation dans le suivi de la précédente visite d'inspection du 20 mai 2021.

L'inspection ne constate pas de non-conformité majeure dans l'exploitation de l'installation mais des actions correctives sont attendues par rapport aux points mentionnés dans le présent rapport.

Le site demeure dans une dynamique d'adaptation des moyens de détection, de surveillance et de lutte contre l'incendie échelonnée jusqu'en 2026 pour respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Voie "engins"

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité services de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>
<b>Au moins une voie "engins" est maintenue dégagée pour :</b>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ;</li> <li>- l'accès au bâtiment ;</li> <li>- l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ;</li> <li>- l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.</li> </ul> <p>Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S = 15/R</math> mètres est ajoutée ;</li> <li>- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ;-</li> <li>chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li> <li>- elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ;</li> <li>- aucun obstacle n'est disposé entre la voie "engins" et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.</li> </ul> <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie "engins" permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone du site située à l'adresse du 205 chemin de Fontanilles - 82710 BRESSOLS, qui constitue le <b>site initial</b>, ne bénéficie pas de voie "engins" sur la périphérie complète du site.</p> <p>Cependant sur cette partie, l'organisation des îlots de stockage et la disposition des bâtiments permettent des largeurs utiles bien supérieures à 3.5m et autorisent une libre circulation des engins de secours.</p> <p>Sur la plateforme de tri et broyage de déchets de bois, qui constitue l'<b>extension</b>, le jour de l'inspection la quantité faible de déchets de bois présente permet un libre accès, circulation et croisement des engins de secours sur l'ensemble des points. Il n'est pas possible de constater la libre circulation des engins sur la partie en extension dans les conditions les plus défavorables (lorsque le dispositif de broyage mobile est en fonctionnement, et que les capacités de stockage sont plus importantes).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de justifier de la libre circulation des engins sur la partie en extension dans les conditions les plus défavorables (lorsque le dispositif de broyage mobile est en fonctionnement, et que les capacités de stockage sont plus importantes).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

N° 2 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (install...

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7 > III.

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité services de secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie "engins" de plus de <b>100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement</b> , judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres ;présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie "engins".
<b>Constats :</b>  Les deux parties du site (initial et extension) possèdent les aires de croisements répondant aux prescriptions et qui permettent l'accessibilité aux services de secours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie.**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</u> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. <u>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</u> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m3/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</li> <li>- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.</li> </ul> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. <b>Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</b></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Site initial:</u></p> <p>Sur le site sont présents deux RIA ainsi que deux big-bags contenant du sable . L'exploitant présente les rapports du contrôle annuel (en date du 22 septembre 2023) de vérification des extincteurs et des Blocs Autonomes d'Eclairage de Sécurité, qui s'avèrent conformes.</p> <p>Par contre il manque les vérifications et maintenance annuelles des dispositifs de sécurité RIA et du système de détection automatique du Bâtiment fermé où sont stockés les déchets combustibles.</p> <p><u>Site de l'extension:</u></p> <p>Le site bénéficie d'une bâche à eau contenant les 360 m3 déterminé dans le dossier du projet, ainsi que de deux bouches type RIA en attente du raccordement au réseau de la borne à incendies.</p> <p>L'inspection note sur ce site, l'absence de systèmes de détection automatique ou de caméras de détection. L'inspection fait un rappel concernant les obligations de détection et surveillance faites aux exploitant à partir du 1er janvier 2026 suite au retour d'expérience des incendies dans le domaine des déchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant d'intégrer dans les vérifications périodiques des protections incendies le contrôle des alarmes incendie et des RIA et de justifier du raccordement des deux bouches type RIA au réseau de la borne à incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Maîtrise des sinistres

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercice Incendie - Formation du personnel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. [...]</p>

<p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie.</p> <p>Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus.</p> <p>Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécess</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'un exercice de défense incendie sera réalisé avant le 1er juillet 2024.</p> <p>Au niveau de l'exploitant une réflexion globale est en cours concernant les échéances proches d'application de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétentions sols étanches
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>II. - La capacité de rétention est étanche aux liquides</u> qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p><u>III. - Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou</u> de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p><u>IV. - Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements</u> susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des</p>



dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

#### **Constats :**

##### Site initial :

Les surfaces, aires et locaux d'entreposage, de manipulation des déchets ou matières dangereuses susceptibles de créer des pollutions sont sur des supports de dalles béton et/ou d'enrobés routiers de bitume. Les stockages sont limités par des blocs béton empilables sur une hauteur de 3 m.

Le jour de l'inspection, toutes les bennes en attente sont stationnées sur sols étanches. Seule une zone d'environ 10 m<sup>2</sup> d'enrobé est dégradée et nécessite réparation.

Les dispositifs de confinement de pollutions des eaux et écoulements sont équipés d'orifices d'écoulement en position ouverte. Le fond des bassins de confinement doit être nettoyé afin d'éviter les dépôts de matières en suspension et l'apparition de végétation qui diminuent le volume utile de ces installations.

##### Site de l'extension:

Le sol est constitué d'un enrobé étanche dont l'écoulement est dirigé vers un bassin de rétention des effluents liquides dont l'avaloir est en point bas. Le jour de l'inspection le bassin de confinement des eaux est vide.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant :

- de justifier la réparation de la zone d'environ 10 m<sup>2</sup> d'enrobés qui est dégradée ;
- de justifier du nettoyage du fond des bassins de confinement. Il est rappelé à l'exploitant que les déchets de nettoyage des bassins de confinement et du dispositif de dégrillage des bassins de confinement doivent être traités comme potentiellement pollués et traités dans les filières adéquates.

L'inspection rappelle enfin que dans le cadre de l'adaptation programmée à l'arrêté du 22 décembre 2023, l'exploitant devra intégrer une procédure de fermeture des vannes-guillotine lors de sinistres

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 30 jours

#### **N° 6 : Admissibilité des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection note la présence sur le site d'un appareil portable de détection de radioactivité. L'exploitant installera un portique fixe de surveillance et de détection de radioactivité (devis signé n° ANE1026238 en date du 13 mars 2024).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Procédure d'admission**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 &gt; III.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :- refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou- si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que toutes les bennes (refusées ou non) sont stockées au maximum 1 semaine avant traitement sur la plateforme sans distinction de destination.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande de définir et matérialiser une zone (balisages, marquages ou panneautique) pour l'entreposage de bennes refusées avant leur reprise par leur expéditeur et/ou la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation</p>

autorisée à les recevoir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 8 : Réseau de collecte des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux effluents liquides
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés</b> , les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. <b>Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</b>
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection l'exploitant expose un plan au 1/500 ( en date du 21/11/2022) des réseaux d'eaux pluviales et d'assainissement du site où sont présentes toutes les spécifications techniques requises.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  -
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Traitement des effluents, rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositif de traitement (débourbeur/déshuileur).
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Il est rappelé à l'exploitant que tous les dispositifs présents, de traitements des effluents type déshuileur/débourbeur doivent être vidangés et curés annuellement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sur le site de l'extension, l'inspection demande à inclure le dispositif de traitement des rejets dans

le nettoyage annuel des équipements de toute l'exploitation. En effet ce point de rejet n°6 en milieu naturel au ruisseau de Vergnet peut concentrer les pollutions susceptibles d'être présentes sur le plateau de stockage/broyage des déchets bois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Etat des stocks de produits dangereux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article I > 3.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre stocks DD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l'exploitation.</p> <p><b>Objet du contrôle :</b> - présence de l'état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que l'installation reçoit des déchets en mélange et que le bilan journalier des volumes de déchets dangereux entrant/sortant n'est pas effectif. Par exemple après vidange d'une benne, le nombre de déchets souillés (type bidons ou contenants souillés) ne peut-être estimé quotidiennement.</p> <p>L'exploitant estime la quantité de déchets dangereux (hors amiante) à 4 caisses de 100L de déchets souillés.</p> <p>Par contre un inventaire précis du volume de déchets d'amiante est effectif sur le site par l'intermédiaire entre autre de l'application TRACKDECHETS.</p> <p>Le prestataire et centre de traitement de l'amiante (PSI- 65) émet une fiche d'identification de déchets et vient récupérer les lots avec émission de Bordereau de suivi de déchets d'amiante (BSDA) sous format papier pour les particuliers et sous TRACKDECHETS pour les professionnels. Par sondage un BSDA est vérifié (n° BSDA-20240229-TZKH5NWT2), il s'avère correctement rempli.</p> <p>De même une extraction des mouvements de déchets d'Amiante sur l'année 2024 est effectuée in situ et vérifiée conforme.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Localisation des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article I > 4.1.
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans Risques / DD
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l'installation, <b>la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques)</b> . <b>Ce risque est signalé.</b> Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement. <b>Objet du contrôle :</b> - présence du plan indiquant les différentes zones de danger ; - présence d'une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan.
<b>Constats :</b>  Le plan en possession de l'inspection ne permet pas de déterminer, pour chacune de ces parties de l'installation, la nature du risque. Le prestataire du bureau d'études précise l'actualisation en cours de ce document.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'inspection demande à l'exploitant la transmission du nouveau plan des zones de dangers et des risques de l'installation sous format dématérialisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 12 : Limitation et surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/02/2023, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites rejets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (point n°1 à n°6) respectent les valeurs limites en concentration et flux (avant rejet au milieu considéré) conformément :  Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif : - pH : 5,5-8,5 ; - température : < 30 °C - matières en suspension : 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 50 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - DBO5 : 100 mg/l. - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- cyanures totaux : 0,1 mg/l ;</li> <li>- AOx : 1 mg/l ;</li> <li>- arsenic : 0,1 mg/l ;</li> <li>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l ;</li> <li>- métaux totaux : 15 mg/l ;</li> <li>- cadmium : 25 microg/l ;</li> <li>- cuivre : 0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ;</li> <li>- mercure : 25 microg/l ;</li> <li>- nickel : 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j ;</li> <li>- plomb : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j ;</li> <li>- zinc : 0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j ;</li> <li>- Fluor et composés (en F) (dont fluorures) : 15 mg/l ;</li> <li>- HAP + Benzo(a)pyrène + Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène + Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène : 25 microg/l.</li> </ul>
--

Les polluants visés au présent point qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation (notamment dans le cas où l'information préalable ne mentionne pas le risque de leur présence), ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

**Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.**

**Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les ans** par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans « un avis publié au Journal officiel ».

#### Constats :

L'exploitant présente les dernières analyses des rejets en date du 22 novembre 2023 (réf-A20231124004) conformes aux prescriptions de l'AM du 6 juin 2018 mais ne sont pas conformes aux prescriptions de l'article 3.3 de l'AP 82-2023-02.06.00005. Il est présenté l'engagement du laboratoire prestataire de réaliser les analyses appropriées à l'arrêté préfectoral du site.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant la présentation dès que réalisés des nouveaux résultats d'analyse aux 5 points de rejets en milieu naturel, tels que définis dans l'Arrêté Préfectoral du 6 février 2023.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

N° 13 : Conception ouvrage de rejet point n°6

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/02/2023, article 3.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Point de rejet n°6

**Prescription contrôlée :**

<p>"La conception du rejet point n°6 doit respecter les conditions en annexe 3 du présent arrêté et : un espace de 5 mètres, pour permettre l'entretien du cours d'eau, doit être laissé libre entre le haut de la berge du cours d'eau, qui longe la parcelle où est située la zone de broyage de bois, et les différents ouvrages (bassin de rétention et fossé cuvette béton) ; une vanne martellière est mise en place permettant de confiner les eaux d'un éventuel incendie ou déversement accidentel ; un dégrillage performant est mis en place permettant d'éviter que les morceaux de bois broyés ne viennent colmater l'ajutage de l'ouvrage de régulation ; la végétation présente le long du cours d'eau (classée en zone N) doit être préservée."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection observe que le point de rejet n°6 dans le Ruisseau du Vergnet ne respecte pas les préconisations de génie écologique en annexe 3 de l'arrêté préfectoral n°82-2023-02-06-00005 du 6 février 2023. Cet aménagement de sortie d'ouvrage hydraulique ne garantit pas la protection de la berge (affouillement) ou du cours d'eau.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant l'entretien obligatoire du système déshuileur/débourbeur en amont de ce point de rejet n°6.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de justifier de la bonne conception de son exutoire dans le milieu naturel du Ruisseau de Vergnet dans le respect des prescriptions de l'article 3.2.2 de l'AP n°82-2023-02-06-00005 du 6 février 2023. En particulier du risque d'affouillement de la berge. Les éventuels travaux supplémentaires devront être effectués dans le respect de la protection du milieu naturel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Registre des déchets entrants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/11/2011, article I &gt; 7.2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité Déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site. Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes : - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant. Ce registre est consigné dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4. Objet du contrôle : - présence du registre des déchets entrant tenu à jour (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure).</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Une présentation des procédures d'acceptation des déchets et des tableaux du registre des déchets est réalisée le jour de l'inspection. La procédure d'enregistrement des mouvements des déchets entrants est considérée conforme aux prescriptions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Cuvettes de rétention**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article &gt; 2.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout entreposage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.L'étanchéité du (ou des) réservoir (s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection note qu'entre l'aire de tri manuel et la zone de stockage définitif des déchets dangereux se situe une aire transitoire où sont stockés temporairement des contenants de produits sans capacités de rétention étanches. Se trouve un fût ouvert de 100L rempli d'eau susceptible d'être pollué.</p> <p>Dans la zone dédiée, les stockages de déchets dangereux sont effectués dans des containers étanches et sur rétentions suffisantes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un système de rétention étanche pour ses stockages temporaires de déchets dangereux avant stockage définitif en zone dédiée, et d'évacuer le fût de liquide pollué lors de la prochaine vidange des équipements de déshuilage/débouillage avec justificatifs de traitements vers les filières autorisées.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 16 : Admission et traitement des déchets végétaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article > 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité Déchets végétaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les seuls déchets admis dans l'installation sont les déchets végétaux non dangereux, c'est-à-dire des déchets constitués de matière végétale non transformée (bois, écorce, liège, feuilles, etc.). Une inspection visuelle est menée sur chaque chargement de déchets arrivant sur le site de l'installation. Les déchets non conformes aux déchets admissibles dans l'installation sont retournés au déposant ou envoyés vers une installation autorisée à les gérer. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article. Une inspection visuelle est menée avant le broyage. Les déchets autres que végétaux présents accidentellement dans les déchets végétaux sont retirés avant broyage et traités avec les déchets similaires produits par l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il n'effectue pas de traitement ultérieur des déchets verts broyés sur site et que cette activité n'est pas amenée à être développée sur le site. Exceptionnellement des déchets verts peuvent être admis (ex: balles de foin) transitoirement avant redirection vers les exutoires dûment agréés.</p> <p>Il est cependant nécessaire de prévoir une zone prévue pour l'entreposage des déchets verts non dangereux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Prévention et captage des poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/05/2018, article > 6.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Réduction émissions poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envols de poussières et de matières diverses :- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin,- l'opération de broyage est couverte de manière à capter les émissions,- des écrans de végétation d'espèces locales sont mis en place le cas échéant autour de l'installation ;- pour les installations ou stockages situés en</p>

extérieur, des systèmes d'aspersion ou de bâchage sont mis en place si nécessaire.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le site initial, les écrans de végétation sont mis en place et des écrans de végétation sur les talus sont aussi en place.</p> <p>Sur l'extension dédiée au stockage de déchets bois et broyage, lors des campagnes de broyage (une douzaine/an) il n'existe pas de systèmes d'aspersion ou de bâchage afin de réduire les émissions de poussières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place un système adéquat de brumisation ou d'aspersion lors des opérations de broyage afin de réduire les émissions de poussières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 18 : Limitation des émissions lumineuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2018, article art.2-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eclairages extérieurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>I. - Les éclairages extérieurs</b> définis au a) de l'article 1er du présent arrêté, liés à une activité économique et situés dans un espace clos non couvert ou semi-couvert, <b>sont éteints au plus tard 1 heure après la cessation de l'activité et sont rallumés à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité</b> si celle-ci s'exerce plus tôt.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éclairages extérieurs sur la zone de tri sont allumés et éteints selon les horaires d'activités sur le site.</p> <p>Seule l'enseigne demeure allumée en période nocturne.</p> <p>L'exploitant propose l'optimisation de la programmation de fonctionnement de l'enseigne lumineuse, avec extinction entre minuit et 6h du matin.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite